

Courrier au BMS



Une question d'éthique

Le Dr Ignazio Cassis a démissionné de la vice-présidence de la FMH suite à la décision démocratique des médecins de refuser activement la loi sur le Managed Care que lui (et son parti) ont fortement soutenu [1]. Quelques mois après, il est le président de *curafutura*, et déclare [2]: «Curare signifie traiter, *soigner*. «futuro» signifie avenir. Curafutura est donc synonyme d'une couverture des soins orientée vers l'avenir, et est le nom et le programme d'une association (d'assureurs-maladie) nouvellement créé dont je suis le président.»

Il exprime sa priorité: *soins / cura / care*. Cette priorité ne correspond pas à:

- la biologie: son génome et sa fonction contiennent des éléments préventifs: un grand nombre de gènes n'ont aucun autre rôle que de prévenir les accidents de la répllication, réflexes innés par ex. quand on touche une plaque chaude, etc...
- la vieille sagesse populaire: «Prévenir c'est mieux que guérir», toujours vivante et soutenue par la population suisse. [3]
- la bonne politique: «Gouverner c'est prévoir»
- la médecine hippocratique: notre serment met l'*Hygiène* (la promotion de la santé et la prévention) non seulement au même niveau que la Panacée (les soins, cura, care) mais encore avant les soins. Le serment de Genève dit «Je considérerai la santé de mon patient comme mon premier souci», vous lisez bien la santé et pas uniquement les soins. Et n'oublions pas notre déontologie, art. 2: «Le médecin a pour mission de protéger la vie de l'être humain, de promouvoir et de maintenir sa santé, de soigner ...».

Le programme du Dr Cassis, de *curafutura*, des assureurs-maladie et en général de notre système de santé est unilatéralement axé sur la réparation. Une seule assurance est conforme à la biologie, à l'aspiration des gens, à la bonne gouvernance, à la médecine hippocratique, au serment de Genève, et à la déontologie de la FMH lorsqu'elle déclare: «La SUVA est mieux qu'une assurance: elle regroupe la prévention, l'assurance et la réadaptation. Elle est gérée par les partenaires sociaux...» [4].

Le temps est venu de mettre en accord le système de *santé* suisse avec l'éthique de la vie et de la médecine.

Curafutura est un nouveau nom, mais elle continue la politique unilatérale critiquée depuis des années par des médecins, des patientes et des patients et leurs organisations, mais aussi des économistes [5]: 2% des moyens sont attribués à la prévention et 98% à la réparation. La protection contre la maladie touche nécessairement le marché libre, mais cela ne peut justifier son sacrifice à des intérêts économiques ou idéologiques particuliers. Or l'année passée, la Loi de prévention, d'une portée modeste, soutenue par la FMH, fut balayée par les forces politiques dont font partie le Dr Cassis et d'autres responsables des assureurs-maladie: une fois de plus une petite tentative de prévention fut écrasée. On ne peut plus continuer dans cette voie et *curafutura* n'y apporte aucune solution. La tâche prioritaire du système de santé est la *protection de la santé* avec la participation de la population dans la mesure du possible. C'est une tâche fondamentale et une question d'éthique.

Dr Roland Niedermann, médecine interne générale, Genève

- 1 Cassis I. Time is over. Bull Méd Suisses. 2012;93(23):843, respectivement «La prise de risque d'Ignazio Cassis», Le Temps du 3 mai 2013.
- 2 Cassis I. curafutura regarde vers l'avenir. Bull Méd Suisses. 2013;94(33):1223-4.
- 3 Spectrum, «Breite Akzeptanz der öffentlichen Gesundheitsförderung». Bull Méd Suisses. 2013;94(23):899.
- 4 Le modèle SUVA, les quatre piliers de la SUVA: www.suva.ch
- 5 Les rapports de l'OCDE consacrés au système de santé suisse de 2006 et 2011.

Réponse

Dans son plaidoyer pour une politique globale de promotion de la santé, notre confrère genevois Roland Niedermann déplore une action trop unilatéralement axée sur la guérison («curare») de la part des caisses-maladie et de la politique de la santé de la Confédération. Il a raison. Je suis aussi d'avis qu'une politique de santé digne de ce nom devrait avoir une perspective de santé publique. Or, une telle politique de santé nationale n'existe pas à l'heure actuelle.

La Suisse moderne née en 1848 n'avait pas confié à la Confédération la tâche de mener la politique de santé et ne l'a pas fait à ce jour, de sorte que cette politique est restée aux mains des cantons. La Confédération n'est compétente que pour l'assurance-maladie et l'assu-

rance-accidents (art. 117 Cst.), tandis que les autres domaines relèvent de la souveraineté des cantons. Gare à quiconque tenterait une centralisation: le peuple s'y oppose fermement – avec, souvent, le soutien massif du corps médical! – comme l'a montré par exemple la votation du 1^{er} juin 2008 sur l'article constitutionnel (05.055). Le peuple a peut-être tort, mais les règles d'une démocratie directe sont démocratiques, justement.

De ce fait, la politique nationale de santé se limite pour l'essentiel au domaine de la LAMal, donc à l'art de guérir (*curare*), comme l'indique du reste sincèrement le nom – *curafutura* – de la nouvelle association «Les assureurs-maladie innovants». Et il en restera ainsi jusqu'à une nouvelle votation populaire. C'est bien pour cela que nos assureurs sont des assureurs-maladie, et non des assureurs-santé! Il est toutefois intéressant de relever que deux des quatre caisses fondatrices (Helsana et la CPT) sont présidées par un professeur de santé publique et qu'une autre (Sanitas) en a élu un dans son conseil d'administration. Cela témoigne de la volonté de ces assureurs d'inclure une dimension «santé publique» dans leur action.

Force est de prendre acte qu'en vertu de la Constitution, la prévention et la promotion de la santé sont restées des prérogatives cantonales. Pour que cela change, mon confrère Niedermann pourrait lancer une initiative populaire pour l'instauration d'une politique globale de promotion de la santé dirigée par la Confédération. Avec le succès de son initiative contre les salaires abusifs, Thomas Minder a montré que les rêves pouvaient devenir réalité. Une petite rectification avant de conclure: des membres du PLR comme Felix Gutzwiller et moi-même avaient résolument soutenu – et non combattu – la loi sur la prévention! L'échec du projet n'y change rien.

Dr Ignazio Cassis,
conseiller national, président de *curafutura*,
médecin spécialiste en prévention et
santé publique

Lettres de lecteurs



Envoyez vos lettres de lecteur de manière simple et rapide. Sur notre site internet, vous trouverez un outil spécifique pour le faire. Votre lettre de lecteur pourra ainsi être traitée et publiée rapidement. Vous trouverez toutes les informations sous: www.bullmed.ch/auteurs/envoi-lettres-lecteurs/